

# MAKE TAX FAIR

## FAIR TAX MONITOR Guide pour le rapport national de recherche 2019



**TAX JUSTICE  
NETWORK  
AFRICA**



## **Guide pour le rapport national de recherche**

Ce court document a été élaboré pour servir de guide à tous les employés et à toutes les organisations qui ont participé à l'élaboration du Fair Tax Monitor. Ce dossier fournira des informations essentielles sur la réussite de l'élaboration d'un projet national de FTM, ainsi que sur l'endroit où trouver l'information et les connaissances de base pertinentes pour ce projet. Il est essentiel de lire ce guide avant la recherche, car il fournit une orientation claire sur la façon d'entamer la recherche (Partie I) et d'évaluer des questions complexes comme les régimes fiscaux et les politiques financières (Partie II).

### **Contexte général**

Le projet Fair Tax Monitor (FTM) a démarré en décembre 2014. Le projet FTM a été développé par Oxfam Novib et Tax Justice Network-Africa en collaboration avec certains partenaires et les bureaux nationaux d'Oxfam.

L'objectif global du Fair Tax Monitor est de renforcer les activités de plaidoyer aux niveaux locaux et internationaux. Grâce au développement des capacités locales en matière de fiscalité technique, le FTM donne une vue d'ensemble des systèmes fiscaux nationaux et identifie les principaux défis auxquels ces derniers sont confrontés. L'outil fournit des preuves fiables pour le travail de plaidoyer et de lobbying de nos partenaires, ce qui renforce leur position et augmente leur crédibilité ainsi que leur pouvoir d'influence. De plus, le FTM compare les éléments clés des systèmes fiscaux et complète ainsi les activités de la campagne mondiale Even it Up ! d'Oxfam et les activités de TJN-A réalisées à l'échelle du continent africain. Le projet est axé sur les politiques et pratiques fiscales et, par choix délibéré, il n'accorde qu'une attention aux questions liées aux dépenses publiques.

Le document d'orientation, ainsi que la version récemment mise à jour du Cadre commun de recherche (CRF), seront utilisés à partir de 2019 pour la recherche par un certain nombre de nouveaux pays, ainsi que par les partenaires d'ActionAid. Le CRF initial a été élaboré pendant la phase pilote en 2015/2016 et mis en application dans 4 pays pilotes: Le Bangladesh, le Pakistan, l'Ouganda et le Sénégal. Une première mise à jour du CRF a été effectuée en 2018 et mise en application dans 9 pays: Le Sénégal, la Tunisie, le Nigeria, l'Ouganda, le Pakistan, le Bangladesh, le Vietnam, le Cambodge, et les territoires palestiniens occupés. Alors que les versions précédentes du CRF n'étaient appliquées qu'en Afrique et en Asie du Sud-Est, la nouvelle méthodologie du CRF a pour ambition de s'étendre jusqu'en Amérique latine et d'augmenter considérablement le nombre de rapports nationaux impulsés en Afrique (également grâce au partenariat avec ActionAid).

Les dernières révisions réalisées pour le CRF 2019 sont établies sur les contributions reçues lors d'une série de réunions skype avec les membres du groupe de travail FTM (personnel et partenaires d'Oxfam) et lors des ateliers tenus à La Haye. Nous avons également pu recevoir des contributions d'experts internes et externes travaillant sur la fiscalité et le développement.

Le Groupe de travail FTM a défini un régime fiscal équitable comme suit: (1) progressif et servant de mécanisme pour redistribuer les revenus d'une manière sensible au genre; (2) permet de collecter suffisamment de revenus pour remplir les fonctions gouvernementales et fournir des services publics essentiels de qualité;

Prévenant et éliminant l'attribution d'exonérations et d'incitations fiscales à l'élite (particuliers et entreprises) et les; et (4) s'attaque aux causes de la fuite illicite des capitaux et de l'évasion et de la fraude fiscales par les multinationales et les riches.

Le cadre commun de recherche peut être utilisé pour recueillir des informations qualitatives et quantitatives d'une manière normalisée. Les données recueillies seront catégorisées, évaluées et saisies dans l'outil en ligne du FTM. Un rapport de recherche contenant des informations et des analyses plus détaillées sera rendu disponible pour chaque pays cible à l'adresse [www.maketaxfair.net](http://www.maketaxfair.net).

## Approche

Dans sa version actuelle, le FTM comporte six catégories d'évaluation thématiques distinctes. Ces catégories sont destinées à couvrir les principaux problèmes auxquels les systèmes fiscaux des pays en développement sont confrontés aujourd'hui, et à diffuser l'idée d'un système fiscal équitable. Les catégories incluses dans la méthodologie du FTM pour évaluer les systèmes fiscaux sont les suivantes:

- RÉPARTITION DE LA CHARGE FISCALE ET PROGRESSIVITÉ
- LA SUFFISANCE DES RECETTES ET LES FUITES FISCALES
- CONCURRENCE FISCALE ET INCITATIONS AUX ENTREPRISES
- EFFICACITÉ DE L'ADMINISTRATION FISCALE
- DÉPENSES PUBLIQUES
- TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ

Afin d'évaluer correctement les catégories ci-dessus, le FTM est divisé en deux dossiers complémentaires qui examinent l'équité d'un système fiscal national à travers des approches distinctes:

- i. ***Le fichier des questions de notation***, qui est une feuille de calcul Excel contenant un certain nombre de questions qui reflètent le niveau d'équité d'un régime fiscal au moyen d'une cote globale fondée sur des questions précises. La justification et les sources possibles pour trouver ces réponses sont également décrites dans le fichier Excel. Comme les questions de notation seront résolues par tous les pays produisant des études FTM, ce fichier permettra de comparer les données entre un certain nombre de pays.

Les questions de notation ont été formulées sous forme de questions binaires (oui/non) et leur structure est ajustée de manière qu'un point de notation soit

attribué à une réponse positive et un point de notation nul à une réponse négative. Pour les questions qualitatives, pour indiquer qu'un pays a un score partiellement positif, nous offrons la possibilité de donner 0,5 points. De cette façon, il est possible de travailler avec des données qualitatives et quantitatives et de les combiner pour construire la note finale pour chaque catégorie.

L'échelle de notation est définie de zéro à dix; zéro représentant une composante inéquitable d'un régime fiscal et dix représentant une composante équitable d'un régime fiscal. Les notes finales sont arrondies pour des raisons pratiques, mais les notes exactes sont disponibles dans les fiches méthodologiques pour chaque pays. L'échelle est également divisée en cinq intervalles colorés correspondant aux scores (0 à 2), (3 à 4), (5 à 6), (7 à 8) et (9 à 10).

- ii. ***Le dossier du rapport par pays***, qui doit être constitué par le chercheur sur la base du Cadre commun de recherche (CRF) et des informations générales mentionnées ci-dessous dans ce dossier. Le cadre de recherche définit plus en détail les informations qui doivent être analysées dans les rapports nationaux du FTM. L'utilisation du CRF devrait aboutir à des rapports similaires dans les pays cibles du FTM avec 7 chapitres analytiques principaux en fonction des questions directrices du CRF.

Tout d'abord, le rapport doit donner une brève description du système fiscal. Il devrait ensuite analyser le régime fiscal actuel en fonction des six groupes de sujets décrits ci-dessous: Le matériel axé sur les chapitres analytiques devrait conduire à un document d'environ 50 pages. En outre, d'autres éléments de base devraient être présents (p. ex. liste du contenu, liste des abréviations, résumé, liste de références et autres). Les chapitres sélectionnés ont été conçus pour Ces groupes de sujets ont été choisis de manière à mieux saisir le caractère complexe des régimes fiscaux afin d'évaluer l'équité d'un régime fiscal à l'étude.

Bien que l'on s'attende à un modèle similaire sur la base du CRF, les auteurs et les organisations impliqués dans l'élaboration du rapport national du FTM peuvent avoir des priorités spécifiques et des chapitres/thèmes qui leur sont plus pertinents sur la base du contexte national et des priorités du plaidoyer. L'objectif ultime du FTM est de développer une recherche fondée sur des données probantes qui sera utile dans le plaidoyer national, en promouvant la copropriété des rapports produits entre les différents acteurs impliqués. Dans cette optique, le FTM encourage la flexibilité afin que les rapports nationaux spécifiques puissent mettre davantage l'accent sur des domaines d'intérêt spécifiques. En outre, le CRF peut servir de base au cadre de référence pour la recherche au niveau national.

## PARTI I

Étape par étape: séquence de documents et d'activités pour les chercheurs

1. Toutes les personnes impliquées dans l'étude du FTM (chefs de projet, coordinateurs, chercheurs et assistants éventuels) doivent avant toute chose lire l'ensemble des informations contenues dans ce dossier, car il donnera un aperçu général des fonctions, de la structure et des objectifs du FTM. Il est particulièrement pertinent d'examiner **les renseignements généraux** énumérés ci-dessous, car ils fourniront les connaissances contextuelles nécessaires à un document de recherche de grande qualité.
2. Le chercheur doit commencer le travail en analysant et en répondant aux **questions de notation** (présentes dans la feuille de calcul Excel). Les questions de notation fourniront une première perspective du système fiscal national et indiqueront les domaines/sujets possibles qui nécessiteront plus d'attention et des recommandations possibles pour un travail de plaidoyer futur.
3. La feuille de calcul Excel complète avec les questions de notation doit être envoyée à l'équipe FTM. Si le chercheur a rencontré des problèmes ou des doutes au sujet d'une question de notation, il doit en informer l'équipe du FTM à ce moment-là. L'équipe du FTM examinera la feuille de calcul Excel et émettra une évaluation à propos de celle-ci, que le chercheur devrait développer davantage jusqu'à ce qu'une version finale soit disponible.
4. Le chercheur commencera ensuite à rédiger **le rapport du pays** en utilisant la méthodologie présente dans le dossier du Cadre commun de recherche (CRF). Pour assurer la production d'une recherche de haute qualité, il est important que le chercheur tienne compte de l'information de base et des questions de notation analysées précédemment. En fait, les informations pertinentes liées aux questions de notation devraient être affichées tout au long du rapport national (si possible, le chercheur devrait fournir une liste de références aux numéros de page du rapport national où se trouvent les informations relatives aux questions de notation).
5. Une première version du rapport du pays doit être envoyée à l'équipe du FTM. Si le chercheur a rencontré des problèmes ou des doutes au sujet d'une question du cadre commun de recherche, il doit en informer l'équipe du FTM à ce moment-là. L'équipe du FTM examinera le rapport du pays et fournira des informations en retour sur celui-ci, que le chercheur devra développer plus avant jusqu'à ce qu'une version finale soit disponible.
6. Une fois qu'une version finale des questions de notation et des fichiers de rapports des pays sera disponible, les produits FTM seront soumis à un processus d'approbation par l'équipe mondiale d'Oxfam Tax Justice. Le chercheur pourrait alors poursuivre ses travaux jusqu'à ce qu'une version finale soit convenue.

7. Les plans de lancement du rapport devraient être pris en considération, de même que l'élaboration future du travail de plaidoyer basé sur les conclusions de l'étude FTM.

## **PARTIE II**

Ce chapitre comprend une brève description et quelques informations générales sur chacune des catégories thématiques. Ces informations de base devraient fournir au chercheur suffisamment d'outils pour rassembler les connaissances nécessaires pour répondre aux questions de chaque catégorie et élaborer un rapport FTM national de haute qualité.

### **1) Brève description du régime fiscal**

L'objectif de ce premier chapitre est de fournir une vue d'ensemble complète de la structure du système fiscal, des autorités chargées de la perception des impôts et de l'approche globale de la gestion fiscale. Cette section détermine également l'impact des changements qui ont été apportés au régime fiscal au cours des années précédentes et si le pays s'est engagé sur la voie d'un régime fiscal équitable qui tienne compte des sexospécificités ou s'il a plutôt suivi une voie régressive et socialement injuste.

### **2) Répartition de la charge fiscale et progressivité**

Dans ce chapitre, le FTM vise à évaluer la progressivité de certains impôts et à déterminer leur impact sur la répartition des revenus/richesses et les inégalités. Les impôts les plus étroitement analysés comprennent l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur les sociétés, la TVA/taxe de ventes et l'impôt sur la fortune. Il est supposé que les impôts directs soient généralement plus progressifs que les impôts indirects, mais cette section devrait également analyser s'il existe des exceptions à cette hypothèse (par exemple, les impôts sur la consommation de luxe ou les impôts sur le revenu des particuliers à bas seuil).

Le présent chapitre examine également de près la structure du régime fiscal sous l'angle de l'égalité des sexes. D'autres questions fondamentales liées à la fiscalité du secteur informel, au traitement des petites et moyennes entreprises et à la perception de l'impôt public sont également analysées. En plus de l'information sur le montant perçu pour chaque impôt, cette section permet aux chercheurs de tirer des conclusions sur l'équité de chaque impôt et de formuler des recommandations stratégiques sur la progressivité globale du régime fiscal national.

Renseignements de base:

- i. Informations sur le salaire minimum officiel du pays et si celui-ci est jugé suffisant pour assurer un niveau de vie décent.
- ii. Informations sur les écarts salariaux entre les hommes et les femmes, y compris des points tels que le revenu moyen des femmes, l'impact de la maternité et autres.

- iii. Méthodes de perception de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (par exemple, retenue à la source pour les salaires comme dans les PAYE ou auto-évaluation pour les autres formes de revenus).
- iv. Informations concernant l'existence d'une liste officielle des biens essentiels et de base, y compris les biens qui s'y trouvent et l'existence d'une politique fiscale pour les biens qui y figurent. Cette analyse devrait inclure l'approche fiscale quant aux produits de soins essentiels pour les femmes.
- v. Existence d'études démontrant le montant total des revenus des sociétés imposables. Ce calcul contribuerait à analyser l'efficacité de l'IRS dans le pays.
- vi. Biens et services traditionnels traditionnellement produits ou échangés par les femmes dans le pays. Dans certains pays, il est possible de reconnaître les secteurs économiques spécifiques dans lesquels les femmes contribuent le plus, ce qui facilite l'analyse des préjugés sexistes.
- vii. Concepts de base sur les prix de transfert (le modèle de pleine concurrence et les modèles alternatifs) et l'imposition des gains en capital.<sup>1</sup>
- viii. Si le pays dispose d'un système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), une connaissance de base sur la distinction technique entre exonération et taux zéro de TVA.<sup>2</sup>
- ix. L'économie informelle est définie au sens large comme toute activité économique qui n'est pas soumise à une réglementation fiscale gouvernementale. Selon l'Organisation internationale du travail, l'économie informelle représente plus de la moitié de la population active mondiale et plus de 90% des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans le monde. L'informalité est une caractéristique importante des marchés du travail dans le monde, avec des millions d'unités économiques en activité et des centaines de millions de travailleurs qui gagnent leur vie dans des conditions informelles. L'expression "*économie informelle*" englobe une grande diversité de situations et de phénomènes qui se manifestent sous des formes très diverses à travers et au sein des économies. Le processus de formalisation et les mesures visant à faciliter le passage à la formalité doivent être adaptés aux circonstances spécifiques auxquelles sont confrontés les différents pays et catégories d'unités économiques ou de travailleurs.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Transfer Pricing Asia - Qu'est-ce que les prix de transfert? Une définition claire et simple:

<https://transferpricingasia.com/what-is-tp/>

Méthodes et solutions de secours en matière de prix de transfert - Régimes de la sphère de sécurité:

<https://www.slideshare.net/ICTDTax/transfer-pricing-methods-and-alternatives-safe-harbour-regimes>

<sup>2</sup> Tax Policy Center - Quelle est la différence entre le taux zéro et l'exonération d'un bien dans la TVA?

<https://www.taxpolicycenter.org/briefing-book/what-difference-between-zero-rating-and-exempting-good-vat>

<sup>3</sup> Statistiques de l'OIT sur les femmes et les hommes dans l'économie informelle

[https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_626831/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_626831/lang--en/index.htm)

- x. Répartition générale de la richesse et de la propriété dans le pays, en tenant compte des tendances historiques de l'inégalité.

### 3) Suffisance des recettes et fuites fiscales

L'objectif de cette section est de déterminer le total des recettes fiscales (et non fiscales) et d'identifier où la plupart des recettes fiscales sont perdues à cause des flux financiers illicites (IFF). Grâce à cette analyse, nous cherchons à formuler des recommandations politiques pour augmenter les recettes de manière équitable et durable, tout en prévenant les fuites fiscales par le biais des IFF - y compris l'évasion et la fraude fiscales. L'augmentation des recettes devrait être consacrée aux services publics qui réduisent les inégalités, en particulier ceux qui s'attaquent également aux inégalités entre les sexes, afin que les plus marginalisés puissent être soutenus.<sup>4</sup>

Renseignements de base:

- i. Concept de flux financiers illicites (IFF): *Le mouvement transfrontalier de fonds acquis, transférés ou utilisés illégalement. Les sources de ces transferts transfrontaliers peuvent être la corruption, le vol par des agents publics, le trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains, la contrebande, l'évasion fiscale commerciale, l'établissement erroné des prix de transfert commerciaux ou les prix de transfert abusifs.*<sup>5</sup>
- ii. Évolution du ratio recettes fiscales/PIB au cours des dernières années (et comparaison) avec les pays voisins et les pays dont les indicateurs économiques et les niveaux de développement globaux sont similaires).
- iii. Écart de financement sur les engagements en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes.<sup>6</sup>
- iv. Connaissances de base sur les différences entre les modèles centralisés et décentralisés de l'État (modèles unitaire et fédéraliste).<sup>7</sup>
- v. Établissement d'objectifs pour le ratio impôts/PIB conformément aux documents gouvernementaux et aux accords internationaux sur les objectifs de développement.

---

<sup>4</sup> Informations initiales complémentaires: [Briefing du GADN](#), [ActionAid](#), [Déclaration de l'ISP sur la CCF](#)

<sup>5</sup> Pour un bon aperçu des flux financiers illicites, voir <https://www.taxjustice.net/2015/02/02/mbeki-panel-illicit-financial-flows-africa-leads-leads-way/>.

La définition des IFF fait l'objet d'une discussion plus approfondie ici:

[https://www.unodc.org/documents/data-and-analyse/statistiques/IFF/Document\\_de\\_base\\_B\\_Mesure\\_des\\_flux\\_financiers\\_illicites\\_UNCTAD\\_web.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analyse/statistiques/IFF/Document_de_base_B_Mesure_des_flux_financiers_illicites_UNCTAD_web.pdf)

<sup>6</sup> ONU Femmes - Manuel sur l'établissement des coûts de l'égalité des sexes

<http://gender-financing.unwomen.org/en/resources/h/a/n/handbook-on-costing-gender-equality>

<sup>7</sup> Enotes - Quelle est la différence entre un système unitaire et un système fédéral?

<https://www.enotes.com/homework-help/wat-iz-differnce-between-unitary-federal-systems-294718>

Documents de travail de l'OCDE sur le fédéralisme fiscal

[https://www.oecd-ilibrary.org/taxation/oecd-working-papers-on-fiscal-federalism\\_22265848](https://www.oecd-ilibrary.org/taxation/oecd-working-papers-on-fiscal-federalism_22265848)

- vi. Objectifs de développement durable du Programme des Nations Unies pour le développement.<sup>8</sup>
- vii. 2015 Programme d'action d'Addis-Abeba - 3rd Conférence internationale sur le financement du développement.<sup>9</sup>
- viii. Commission sur la condition de la femme 2019 - Conclusions de la CSW63.<sup>10</sup>
- ix. Définitions explicites ou implicites de la « suffisance » des recettes (Plans nationaux de développement).
- x. Tendances des contribuables, y compris les perspectives sur les sociétés multinationales et les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (MPME).
- xi. Tendances individuelles des contribuables, y compris des données ventilées par sexe, âge, revenu, région et autres groupes pertinents.
- xii. Estimations du secteur informel, y compris l'ampleur et la composition de l'emploi informel (part de l'emploi informel/emploi total, total et par sexe, âge et autres facteurs pertinents).

#### 4) Concurrence fiscale et incitations aux entreprises

Ce chapitre se penche de plus près sur la concurrence fiscale entre le pays analysé et ses voisins ou pays dans des scénarii socio-économiques similaires. Les pays accordent souvent des incitations fiscales aux entreprises, ce qui peut avoir un impact global négatif sur la progressivité globale du système fiscal s'il n'est pas correctement conçu, mis en œuvre et contrôlé. Une analyse plus poussée de l'interaction du pays avec ses concurrents internationaux permettra au chercheur d'évaluer si le gouvernement protège la progressivité du régime fiscal national ou fait des concessions coûteuses pour attirer les investissements étrangers directs.

Renseignements de base:

- i. Liste des incitations fiscales possibles pour les entreprises: Exonérations fiscales, super déductions pour investissements, crédits d'impôt sur les investissements, crédits d'impôt sur les sociétés, exonérations fiscales importantes pour les entreprises nationales ou étrangères, règles qui exonèrent les bénéficiaires des exportations ou des transactions avec des non-résidents (par exemple, zones franches, zones économiques spéciales ou zones franches industrielles), incitations pour le secteur maritime, zones de développement (si oui, ces zones se trouvent-elles vraiment dans des régions défavorisées?), des incitations pour

<sup>8</sup> Programme des Nations Unies pour le développement - Objectifs de développement durable <https://www.undp.org/content/undp/en/home/sustainable-development-goals.html>

<sup>9</sup> Addis-Abeba Programme d'action de la 3e Conférence internationale sur le financement du développement [https://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA\\_Outcome.pdf](https://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf)

<sup>10</sup> Nations Unies - Commission de la condition de la femme, 63ème session Conclusions concertées <https://undocs.org/en/E/CN.6/2019/L.3>

l'industrie financière (par exemple, les services bancaires offshore, les centres de trésorerie des entreprises, des taux plus bas pour les activités d'assurance, des taux plus bas pour les fonds d'investissement ou les trusts, des incitations pour les banques mobiles), des incitations pour les sièges multinationaux, des incitations pour les sociétés internationales (par exemple, les licences des International Business Companies) et autres politiques similaires.

- ii. Quel type d'activités économiques le pays veut-il attirer (logistique, fabrication, transport maritime, informatique)?
- iii. Le pays est-il riche en ressources naturelles? Des politiques spécifiques ont-elles été conçues pour attirer les investissements étrangers dans ce secteur économique? Qu'en est-il des politiques fiscales?
- iv. Le pays est-il en concurrence avec les pays voisins pour attirer les investissements grâce à des incitations fiscales ou des accords fiscaux pour des entreprises spécifiques? Y a-t-il eu des articles dans les médias à ce sujet? Comment votre pays se promeut-il: par l'intermédiaire de ses ministères et entités de l'administration publique ou des chambres de commerce? Y a-t-il un langage fiscal spécifique dans une telle promotion?
- v. Distinction fondamentale entre les conventions de double imposition fondées sur le modèle de l'OCDE et le modèle des Nations Unies.<sup>11</sup>

## 5) Efficacité de l'administration fiscale

Cette section vise à évaluer la capacité de l'administration fiscale, en particulier sa capacité à mettre en œuvre efficacement des politiques fiscales progressives, et à déterminer si les déficits de recettes sont liés à une administration fiscale faible ou à des politiques fiscales mal conçues. Elle fournit des informations sur la capacité de l'administration fiscale en termes de ressources humaines et financières et examine la structure et la gouvernance de l'administration fiscale, y compris une perspective de genre.

Renseignements de base:

- i. Comment le coût du recouvrement de l'impôt a-t-il évolué au cours des dernières années? Combien de contribuables sont inscrits et combien produisent des déclarations de revenus?
- ii. Contexte politique de l'histoire de la décentralisation ou de la déconcentration. Comment les droits et l'autorité fiscale sont-ils répartis entre les gouvernements nationaux, étatiques et locaux?

---

<sup>11</sup> Leiden Law Blog - L'imposition à la source dans les conventions fiscales types

<https://leidenlawblog.nl/articles/source-state-taxation-in-model-tax-treaties>

Brian J. Arnold - Introduction aux conventions fiscales [https://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/10/TT\\_Introduction\\_Fr.pdf](https://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/10/TT_Introduction_Fr.pdf)

- iii. Y a-t-il eu des cas notoires d'infractions pénales liées à l'évasion fiscale? Des scandales très médiatisés impliquant de grandes entreprises ou des individus politiquement exposés?
- iv. Quel est le moral fiscal général dans le pays? Existe-t-il des études analysant la perception du régime fiscal entre les particuliers et les entreprises?
- v. L'analyse des politiques fiscales du chapitre du FTM sur la progressivité.
- vi. TADAT (Outil de diagnostic et d'évaluation de l'administration fiscale).<sup>12</sup>
- vii. Diversité et inclusion (de genre) au sein du personnel de l'administration fiscale.<sup>13</sup>

## 6) Dépenses publiques

L'objectif de cette partie est d'examiner comment le gouvernement dépense les recettes perçues et si les effets d'une perception équitable de l'impôt sont améliorés ou réduits par les dépenses gouvernementales. L'éducation, les soins de santé, l'agriculture et la protection sociale sont les principaux thèmes à l'étude car ils représentent les services publics de base. Des analyses en faveur des pauvres et sexospécifiques de ces sujets sont fournies pour déterminer si les dépenses visent à réduire la pauvreté et à diminuer les inégalités économiques et entre les sexes. Une attention particulière est accordée aux efforts du gouvernement en matière de budgétisation sensible au genre et aux dépenses réelles.

Renseignements de base:

- i. Concept de budgétisation sensible au genre et de dépenses sensibles au genre.<sup>14</sup>
- ii. Connaissances générales et ventilées (par sexe, âge, revenu ou autre groupe

<sup>12</sup> <http://www.tadat.org/>

<sup>13</sup> ICTD - De l'intérêt d'embaucher plus de femmes dans les autorités fiscales africaines : témoignage de l'administration fiscale ougandaise  
[https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/14288/ICTD\\_RiB\\_30\\_French\\_1.0.fr.pdf?sequence=12&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/14288/ICTD_RiB_30_French_1.0.fr.pdf?sequence=12&isAllowed=y)

OCDE - Diversité et inclusion

<http://gender-financing.unwomen.org/en/resources/h/a/n/handbook-on-costing-gender-equality>

ICTD - Fiscalité et questions de parité dans les pays en développement: Quels problèmes existent?

[https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/13066/ICTD\\_SumBrief6\\_French.fr.pdf?sequence=70&isAllowed=y](https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/13066/ICTD_SumBrief6_French.fr.pdf?sequence=70&isAllowed=y)

<sup>14</sup> Document de travail du FMI - La budgétisation sensible au genre: contexte budgétaire et résultats actuels <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16149.pdf>

Oxfam - Guide pour une budgétisation sensible au genre

<https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/a-guide-to-gender-responsive-budgeting-620429>

Oxfam - Un petit guide pour taxer pour l'égalité des sexes

<https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/a-short-guide-to-taxing-for-gender-equality-620629>

Gender Development Network: L'impact de la protection sociale, des services publics et des infrastructures sur les droits des femmes

<https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5c34c34cb8a04568549dc77d/1546961742579/How+social+protection%2C+public+services%2C+infrastructure+impact+women%27s+rights.pdf>

Action Aid - Des services publics sensibles au genre

<https://actionaid.org/publications/2018/framework-2018-gender-responsive-public-services>

pertinent) sur la situation nationale en matière d'éducation, de santé, d'agriculture et de sécurité sociale. Dans le cas où il existe de fortes disparités régionales en matière d'investissement et d'apport de services de qualité, cela est également pertinent.

- iii. Les subventions et incitations fiscales mentionnées dans ce chapitre sont des subventions directes.
- iv. Informations sur les dépenses publiques consacrées aux services et à l'infrastructure liés aux soins afin de reconnaître, de réduire et de redistribuer le travail non rémunéré dans le domaine des soins, y compris l'utilisation des enquêtes sur l'emploi du temps.<sup>15</sup>
- v. Déclaration d'Incheon pour assurer une éducation inclusive et équitable de qualité.<sup>16</sup>
- vi. Déclaration d'Abuja sur l'amélioration du secteur de la santé.<sup>17</sup>
- vii. Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.<sup>18</sup>
- viii. Les questions sur les dépenses d'éducation dans le CRF et les questions de notation ne font référence qu'à l'enseignement primaire et secondaire (et non aux universités).
- ix. Impact des décisions en matière de dépenses publiques sur les femmes et les jeunes filles.<sup>19</sup>

## 7) Transparence et responsabilité

L'objectif principal de cette partie est d'évaluer la disponibilité et l'accessibilité de l'information sur le régime fiscal du pays. Étant donné que l'un des principaux objectifs du projet CRAFT est d'assurer des régimes fiscaux responsables, il est essentiel d'examiner si le gouvernement donne accès à l'information à leur sujet. Un autre aspect de la responsabilité qui est examiné dans ce chapitre est la production d'études

---

<sup>15</sup> Organisation internationale du Travail - Le travail de soins et les emplois de soins pour l'avenir du travail décent [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_633135/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_633135/lang--en/index.htm)  
Oxfam - Une économie solidaire: quel rôle pour le gouvernement? <https://oxfamblogs.org/fp2p/a-caring-economy-what-role-for-government/>

Statistiques différenciées selon le sexe de l'ONU - Répartition du temps et utilisation du temps  
<https://unstats.un.org/unsd/gender/timeuse/>

<sup>16</sup> UNESCO - Éducation 2030: Déclaration d'Incheon et cadre d'action  
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000245656>

<sup>17</sup> Organisation mondiale de la Santé - La déclaration d'Abuja 10 ans après  
[https://www.who.int/healthsystems/publications/abuja\\_declaration/en/](https://www.who.int/healthsystems/publications/abuja_declaration/en/)

<sup>18</sup> Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique - Déclaration de Maputo 2003 de l'UA sur l'agriculture et la sécurité alimentaire <https://www.nepad.org/caadp/publication/au-2003-maputo-declaration-agriculture-and-food-security>

<sup>19</sup> Gender Development Network - Comment la protection sociale, les services publics et l'infrastructure influent-ils sur les droits des femmes?  
<https://static1.squarespace.com/static/536c4ee8e4b0b60bc6ca7c74/t/5c34c34cb8a04568549dc77d/1546961742579/How+social+protection%2C+public+services%2C+infrastructure+impact+women%27s+rights.pdf>

d'évaluation de l'impact des politiques fiscales, qui démontrent une planification stratégique par les fonctionnaires publics en matière de fiscalité et de dépenses publiques. Enfin, l'engagement des citoyens et des organisations de la société civile au sens large dans les procédures de prise de décision concernant les politiques fiscales reflète une approche transparente et inclusive des fonds publics et gouvernementaux.

Renseignements de base:

- i. Dans quelle mesure l'information pertinente sur la transparence et la responsabilisation du régime fiscal est-elle accessible? Existe-t-il une législation spécifique promulguée dans le pays qui accorde l'accès du public aux données/informations considérées d'intérêt public? Si une législation sur l'accès aux données est en place, est-elle effectivement accessible ou l'administration publique y met-elle des obstacles et des entraves?
- ii. Connaissances de base sur les mécanismes budgétaires participatifs.<sup>20</sup>
- iii. Le pays se conforme-t-il au Code de transparence fiscale du FMI?<sup>21</sup>
- iv. Le pays est-il connu pour ses scandales de corruption impliquant des fonds publics? Quel impact a-t-il sur le moral fiscal, le respect volontaire des obligations fiscales et la perception globale par les contribuables du financement public par la fiscalité

---

<sup>20</sup> Citizen lab - 8 étapes pour un budget participatif efficace

<https://www.citizenlab.co/blog/civic-engagement/steps-to-effective-participatory-budgeting>

Série sur la gouvernance et la responsabilisation dans le secteur public - Budgétisation participative

<http://siteresources.worldbank.org/PSGLP/Resources/ParticipatoryBudgeting.pdf>

<sup>21</sup> FMI - Code de transparence fiscale <https://www.imf.org/external/np/fad/trans/>